



Mes 7 engagements pour 2007

Je propose aujourd'hui 7 engagements concrets pour que chaque Française, chaque Français sache dès maintenant quels seront les changements précis apportés par une victoire présidentielle de la gauche.

L'échéance présidentielle de 2007 sera décisive pour l'avenir de la France. Un succès de la droite signifierait le ralliement de notre pays au modèle dominant, fondé sur la toute puissance du capitalisme financier, la violence des inégalités, la mise en concurrence exacerbée des individus et des territoires, le cloisonnement de la société en communautés et l'alignement diplomatique sur les positions américaines.

Au contraire, une victoire de la gauche marquera, bien au-delà de nos frontières, un coup d'arrêt à l'hyperlibéralisme et la volonté de faire primer les valeurs d'humanité, de laïcité et de solidarité dans la mondialisation. Les Français ont soif d'avancées et de perspectives nouvelles. **2007 sera l'élection du changement.** Il revient à chaque citoyen de se saisir de l'enjeu pour faire en sorte que ce changement soit positif.

Le bilan de la droite au pouvoir est mauvais : en dépit des discours trompeurs, la pauvreté a augmenté, la solidarité a reculé, l'autorité de l'Etat est affaiblie, la démocratie est abîmée. Jamais le fossé entre les précaires et les prospères n'a été aussi profond. La gauche doit gagner pour éviter à la France l'impasse sarkozyste. **La gauche doit s'unir pour réussir.**

Candidat à l'investiture socialiste pour l'élection présidentielle, je suis convaincu que la gauche peut l'emporter. A la triple condition que nous tirions toutes les leçons de notre expérience aux responsabilités, que nous osions engager une politique alternative aux dérives libérales et que nous sachions mobiliser une majorité de nos concitoyens autour d'une ambition précise de progrès.

En ce début de XXIème siècle, après les décennies de la reconstruction, puis de l'insertion dans le monde moderne et de l'édification européenne portées par le général De Gaulle et François Mitterrand, notre pays manque de projet collectif. Il faut refaire de la France une référence pour le progrès

démocratique, pour l'égalité, pour la générosité, pour les droits de l'homme, tout en nous hissant à nouveau parmi les leaders du développement économique, de l'innovation et de la recherche. Comme j'en avais fortement exprimé le souhait, **le projet adopté par les socialistes permet de porter cette nouvelle ambition collective et le rassemblement à gauche, clefs de la victoire en 2007.**

Jusqu'ici ce projet a été insuffisamment expliqué. Or il nous offre les bases d'une nouvelle donne. Il vise d'abord à garantir en même temps le plein emploi et le développement durable. Il a pour objectif davantage d'égalité réelle en métropole et outre-mer, qu'il s'agisse de démocratiser le savoir, d'assurer fermement la sécurité ou de renforcer les solidarités grâce aux services publics, pour les jeunes et les moins jeunes, dans les villes riches et les quartiers populaires ou dans nos campagnes. Il ambitionne de refonder la République, en allant vers un régime réellement parlementaire, un nouvel âge de la décentralisation, une vraie démocratie sociale, une justice rénovée, une immigration régulée par le co-développement, et une culture émancipatrice. Il confirme et amplifie la priorité que la gauche accorde à l'école laïque, en l'étendant d'une part à nos universités et à la recherche scientifique, et d'autre part à la prise en charge collective de la petite enfance. Au plan international, il veut faire réussir la France en Europe et dans le monde, en relançant l'Union Européenne, en maîtrisant la mondialisation financière et en mettant en œuvre une nouvelle politique de défense, qui réponde aux nouvelles menaces.

Ce projet très ambitieux, volontariste, implique un Etat fort et efficace. Il serait dommageable de l'affadir ou de lui substituer des généralités, variables en fonction des auditoires et des circonstances, car cela reviendrait à l'affaiblir et à brouiller notre message de changement auprès des électeurs. Il faut au contraire le préciser et l'enrichir.



Réussir ensemble le changement

Chaque Française, chaque Français doit savoir dès maintenant quels seront les changements précis apportés par une victoire présidentielle de la gauche, et selon quel calendrier. C'est pourquoi, dans le respect de ce projet, je propose aujourd'hui **7 engagements concrets et d'application immédiate au lendemain de l'alternance**. J'entends les discuter et les populariser auprès des socialistes puis de toute la gauche et de l'ensemble des Français, pour réussir le vrai changement en 2007.

1 - SMIC à au moins 1 500 € et réduction des inégalités de rémunération

La France est profondément inégale. Afin de réduire les inégalités sociales et d'encourager la croissance, le pouvoir d'achat des revenus petits et moyens sera amélioré. **Le nouveau gouvernement augmentera immédiatement le SMIC de 100 €**. En compensation, les cotisations sociales seront allégées pour les entreprises de moins de 50 salariés.

Une conférence salariale examinera notamment la diffusion de la hausse du SMIC aux autres salaires. Pour compenser la hausse du coût des carburants, une prime transport sera instaurée pour les salariés. Les mesures fiscales les plus injustes de la droite seront remises en cause dans le cadre d'un collectif budgétaire d'été.

Les régimes sociaux et fiscaux réservés aux « stock options », qui ont donné lieu à beaucoup d'abus de la part de certains dirigeants, seront supprimés, sauf pour les entreprises en création pendant leurs 5 premières années d'activité.

2 – Relance de l'emploi, soutien aux entrepreneurs et lutte contre la précarité

Le chômage et la précarité minent notre société. Nous placerons la relance de l'emploi durable et la lutte contre la précarité au cœur de notre projet. Pour l'emploi, cela exigera un soutien de la demande des ménages et la dynamisation des entreprises.

Dans les grandes entreprises, les exonérations de cotisations sociales, largement inutiles, seront progressivement

Déclaration de Laurent Fabius, le 23 août 2006

supprimées. Les ressources ainsi récupérées seront affectées à raison d'un tiers pour les emplois jeunes, un tiers pour la recherche scientifique et l'enseignement supérieur, un tiers pour le soutien aux investissements et à la croissance des petites et moyennes entreprises. Ces dernières bénéficieront d'un accès garanti à la commande publique.

Pour permettre le succès durable des entreprises qui se créent, nous accroîtrons durant les premières années d'activité les facilités fiscales et sociales, l'accès au crédit, ainsi que les aides à l'innovation et à l'exportation.

Contre la précarité, nous créerons une couverture professionnelle universelle qui, par un soutien efficace aux chômeurs, un accès renforcé à la formation professionnelle permanente et des droits sociaux garantis, permettra de mieux aménager les temps de transition professionnelle. Dans le même esprit, nous abrogerons le CNE.

3 – Droit effectif au logement

Pour des millions de personnes, toutes générations et tous territoires confondus, le logement est trop cher ou totalement inaccessible. La construction et la rénovation de logements seront un moteur majeur de la politique de croissance et l'axe d'un plan national d'économies d'énergie.

Au moins 120 000 logements sociaux locatifs devront être construits chaque année. Pour relancer l'accession sociale à la propriété, le taux de TVA sera réduit à 5,5%. Le financement de ces mesures sera notamment dégagé par un plus strict encadrement des avantages de Robien. Un programme spécial sera engagé pour les logements d'urgence, afin qu'ils soient dignes et sécurisés.

La mise en place d'un « bouclier logement » viendra limiter le poids du loyer dans le pouvoir d'achat des foyers à revenus modestes.

Dans les communes ne respectant pas le minimum prévu de 20 % de logements sociaux, l'Etat – autrement dit le Préfet – se substituera d'office au maire défaillant pour la réalisation de ces logements.



4 – Écologie active

Dérèglement climatique, augmentation des pollutions, catastrophes naturelles : le 21^{ème} siècle sera écologique ou ne sera pas. Pour l'homme et pour la planète, c'est désormais une question de survie. Il est grand temps de réagir.

Je ferai du développement durable une exigence prioritaire dans tous les domaines de l'action publique. **Une loi programme fixera sur 5 ans les objectifs précis à atteindre concernant notamment les économies d'énergie, les énergies renouvelables, la préservation de l'eau et le développement des transports collectifs.** EDF retrouvera un statut 100% public. Prévue par la droite au 1^{er} juillet 2007, la mise en concurrence de l'énergie pour les particuliers sera immédiatement réexaminée. L'expérimentation des OGM de plein champ sera interdite.

Le numéro 2 du gouvernement sera chargé, en tant que Ministre d'Etat ou vice premier ministre, du développement durable.

Face au péril du dérèglement climatique, je proposerai à nos partenaires européens l'adoption au sein de l'Union d'une fiscalité écologique fondée sur le principe du pollueur / payeur ainsi que le lancement d'un grand programme de ferroutage.

Et nous mobiliserons la communauté internationale pour qu'une Organisation mondiale de l'environnement voie enfin le jour, capable notamment de sanctionner les pays qui violent le protocole de Kyoto et de faire respecter les exigences environnementales dans les échanges internationaux.

5 – Préparation solidaire de l'avenir

Quelle France laisserons-nous à nos enfants et nos petits enfants ? Ce sera l'un des enjeux de 2007. Ni la question des retraites ni celle de l'assurance maladie ne sont réglées, et l'endettement de notre pays s'aggrave. Je demanderai au gouvernement d'organiser sans délai une concertation pour préparer les décisions indispensables, qui seront fondées sur davantage de solidarité. Cette solidarité s'exercera à tous les âges de la vie.

Pour lutter contre la « marchandisation » de l'école et les inégalités devant le soutien scolaire, **les jeunes qui le souhaitent pourront bénéficier d'un encadrement périscolaire public après la classe**, tant à l'école primaire que dans le secondaire. Parce que c'est largement là que se joue la promotion sociale et l'égalité en actes, l'encadrement des premiers cycles universitaires sera renforcé.

L'effort en faveur des universités sera accompagné d'une priorité accordée à la recherche, sacrifiée par les équipes actuelles alors même qu'elle constitue la clef des emplois de demain et du dynamisme de notre économie.

Préparer un avenir solidaire, c'est aussi relever le défi de la dépendance des personnes âgées : nous affecterons un prélèvement à cette mission ainsi qu'aux personnes handicapées, préfigurant **la création d'une cinquième branche « dépendance » de la Sécurité sociale.** La charge des Départements sera allégée à due concurrence et le jour férié non payé institué par le gouvernement Raffarin sera supprimé.

Parce que la santé est notre bien commun, une véritable politique de prévention sera mise en place : je demanderai au gouvernement et au Parlement l'interdiction totale du tabac dans les lieux publics et la mise en place d'un plan de lutte contre l'obésité, qui frappe cruellement en particulier les enfants des familles populaires.

6 – Extension et rénovation de la démocratie

Le régime actuel et les pratiques de la Vème République sont à bout de souffle. Une nouvelle République parlementaire doit être mise en place pour rendre possible de nouvelles conquêtes démocratiques. **Une profonde révision de la Constitution sera soumise à référendum dès septembre 2007.**

Cette refonte instaurera notamment le droit de vote aux élections locales pour les étrangers installés durablement en France, le mandat parlementaire unique, l'extension des pouvoirs de l'Assemblée Nationale, la parité au sein du gouvernement, la responsabilité pénale du chef de l'Etat, ainsi que les éléments constitutionnels de la réforme de la justice. Sans remettre en cause les prérogatives ultimes du législateur,



Réussir ensemble le changement

elle instituera **une concertation sociale obligatoire avant l'examen de toute loi portant sur les principes fondamentaux du code du travail et de la sécurité sociale**. Une charte sur la laïcité sera adossée à la Constitution.

Une véritable démocratie territoriale sera engagée, fondée sur le respect par l'Etat de ses engagements financiers, la clarification des compétences, la participation effective des citoyens à l'action locale et la garantie de l'égal accès de tous aux services publics essentiels : école, hôpital, eau, poste et Internet, transports, sécurité.

Notre pacte républicain sera réaffirmé partout : après la crise des banlieues, il sera particulièrement indispensable de réunir des états généraux de la jeunesse et des quartiers, afin d'aller plus loin dans la lutte contre les discriminations et pour la promotion de tous les talents de notre pays ; nous le ferons à l'automne 2007.

7 – Relance et réorientation de l'Europe

Dans le monde actuel traversé de menaces et de conflits, l'Europe ne joue pas un rôle à la mesure de sa mission de paix, d'indépendance et d'équilibre : on le constate dramatiquement au Proche-Orient. Le futur Président de la République aura pour mission de relancer l'Union européenne. Cela exigera une réorientation d'ensemble, dans la fidélité au vote des Français le 29 mai 2005.

Je combattrai la politique absurde de l'euro cher et du laisser-faire libéral, responsable de nombreuses délocalisations. Le pilotage économique et monétaire de l'eurogroupe face notamment à la Banque centrale européenne devra être amélioré, un traité d'harmonisation sociale et fiscale entre Etats membres élaboré, et une nouvelle Constitution adoptée par référendum, plus courte, lisible par tous et recentrée sur les valeurs et les institutions. Le budget européen devra être renforcé.

Tout nouvel élargissement de l'Union sera subordonné à la réalisation préalable de ces avancées, indispensables notamment pour lutter contre la mondialisation financière. Et je proposerai la mise en place d'une

Déclaration de Laurent Fabius, le 23 août 2006

défense européenne aux autres Etats membres qui le souhaitent.

* * *

Une grande élection dans une grande démocratie doit permettre aux citoyens de prendre la mesure des choix et de trancher. Les responsables politiques doivent éviter la démagogie qui laisse penser que « nettoyer les cités au kärcher » règlera les problèmes. Ils doivent aussi éviter la facilité médiatique, qui consiste à donner l'illusion du renouvellement par des propos généraux sans en préciser les modalités concrètes. **La vraie rénovation exige des engagements précis** : c'est cela respecter les citoyens dans une démocratie refondée.

En 2007, nos électeurs attendent une gauche qui propose et qui innove. Notre peuple veut donner du sens au projet collectif France. Il veut des dirigeants accessibles, honnêtes, soucieux de l'intérêt général. Il veut une France solide et solidaire. La mise en œuvre de notre projet y contribuera puissamment, en particulier ces propositions qui sont susceptibles de rassembler très largement. **Si je suis investi, ces 7 engagements précis constitueront l'armature du prochain mandat présidentiel et le Président de la République en rendra compte chaque année devant la Nation.** C'est ainsi que nous redonnerons aux Français, particulièrement à la jeunesse, la confiance et l'espérance nécessaires en leur pays et en eux-mêmes. Je ne sous-estime pas les difficultés, mais la France n'est pas condamnée à s'aligner ou à se résigner. Elle n'a pas qu'une histoire que nous devons revendiquer ; elle a un avenir que nous devons construire. Elle peut être de nouveau en tête, redevenir une référence en Europe et dans le monde. Pour cela, il faut courage, esprit de justice, vérité et volonté.

*Je m'engage pour le changement.
Vous pouvez compter sur moi.
Laurent Fabius*

Le 23 août 2006

www.laurent-fabius.net